

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 15/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NOUVERGIES SAS**

5 rue Jean Monnet  
94130 Nogent-Sur-Marne

Références : UDRD-2025-12-T-704  
Code AIOT : 0005805451

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement NOUVERGIES SAS implanté Plaine d'Assigny La Remise de Biville - ASSIGNY 76370 Petit-Caux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du projet de renouvellement du parc éolien d'Assigny situé sur la commune de Petit-Caux (Repowering). C'est en phase travaux que la visite a eu lieu (phase d'excavation et réalisation des nouvelles fondations).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOUVERGIES SAS
- Plaine d'Assigny La Remise de Biville - ASSIGNY 76370 Petit-Caux
- Code AIOT : 0005805451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien d'Assigny est la propriété de la société Nouvergies, dont le siège social se situe 5 rue Jean Monnet à Nogent-sur-Marne (94130). Ce parc est situé sur la commune de Petit-Caux (76370). Le parc actuel compte 6 éoliennes de marque Enercon, d'une puissance unitaire de 2MW avec une hauteur en bout de pale de 100 m. Le parc éolien d'Assigny a été mis en service en janvier 2006 et bénéficie des droits acquis au titre des dispositions des articles L.513-1 et R.513-1 du code de l'environnement. L'antériorité pour cette installation a été actée par courrier du 09/07/2012. Le projet de repowering consiste à remplacer les 6 machines existantes de marque Enercon par 6 machines de marques Vestas, d'une puissance unitaire de 2,2 MW et d'une hauteur en bout de pale de 130m. La modification du parc éolien a été autorisée par arrêtés préfectoraux des 04/10/2023 et 26/04/2024.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	disposition particulières relatives à l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 04/10/2023, article 2.1.d	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	DISPOSITION GENERALES	Arrêté Préfectoral du 04/10/2023, article 1.3	Sans objet
2	démantèlement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29	Sans objet
3	disposition particulières relatives à l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 04/10/2023, article 2.1.a	Sans objet
4	disposition particulières relatives à l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 04/10/2023, article 2.1c	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que l'exploitant a respecté un certain nombre de dispositions réglementaires avant le démarrage de travaux, à savoir :

- qu'il a obtenu un avis conforme de la Direction générale de l'aviation civile qui a confirmé avoir démantelé le système radioélectrique pour la navigation aérienne « VOR(C)-DPE de Dieppe ;
- qu'il a débuté les travaux le 29/09/2025, soit après les périodes de nidification des espèces et après avoir fait réaliser un suivi ornithologique ;
- qu'il a fait réaliser une étude géotechnique préalablement au démarrage des travaux pour chacune des fondations des aérogénérateurs afin de préciser la stabilité du sol, les caractéristiques du sous-

sol, la présence ou non de cavités, la présence d'aquifère superficiel et de dimensionner les ancrages adaptés.

Concernant les actions mises en œuvre sur la partie « déchets » l'exploitant recyclera ou revalorisera la majeure partie d'entre eux (terres, fondations, éoliennes et câbles)

Enfin, concernant la gestion des eaux et afin de réduire le phénomène de ruissellement et d'érosion des sols, l'exploitant a fait réaliser une étude hydrologique lui permettant de mettre en œuvre un certain nombre d'ouvrages de gestion des eaux pluviales pour le futur parc.

Néanmoins, un chemin d'accès temporaire qui mène à E6 est à l'origine de ruissellement lors d'épisodes de pluie. **L'exploitant devra mettre en œuvre rapidement un aménagement spécifique pour réduire ce phénomène ou le canaliser. L'avis du syndicat de bassin versant est attendu sur l'aménagement proposé.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : DISPOSITION GENERALES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/10/2023, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, condition de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  La présente autorisation environnementale est prise dans le cadre du renouvellement (« repowering ») du parc éolien existant exploité par la société NOUVERGIES SA constitué de 6 éoliennes sur la commune de Petit-Caux et bénéficiant d'un régime d'antériorité au titre de la rubrique 2980. La présente autorisation relative au <b>renouvellement du parc éolien est conditionnée au retrait effectif du système radioélectrique pour la navigation aérienne « VOR(C)-DPE de Dieppe »</b> . Le démarrage des travaux de renouvellement n'est autorisé qu'après justification technique auprès de l'inspection des installations classées du retrait effectif du VOR(C)-DPE de Dieppe. [...]
<b>Constats :</b>  Pour rappel, le projet consiste au remplacement du parc existant (repowering) composé de 6 aérogénérateurs de type « Enercon E66 » de 2 MW chacun par 6 aérogénérateurs de type « Vestas V100 » d'une puissance de 2,2 MW chacun. La hauteur en bout de pale des nouvelles éoliennes est portée à 130 m au lieu de 100 pour les anciennes. Dans le cadre de la faisabilité du projet, l'avis conforme de la direction générale de l'aviation civile était requis. Précédemment à la visite, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection, par courriel du 18/09/2025 un échange de mail avec la direction générale de l'aviation civile confirmant que le VOR de Dieppe a bien été démantelé et leur avis favorable au renouvellement du parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : démantèlement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, démantèlement, excavation fondation et filières déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement s'appliquent également au démantèlement des aérogénérateurs qui font l'objet d'un renouvellement. Elles comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-le démantèlement des installations de production d'électricité ;</li><li>-le démantèlement des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison. Dans le cadre d'un renouvellement dûment encadré par arrêté préfectoral, les postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison peuvent être réutilisés ;</li><li>- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet et ayant été acceptée par ce dernier démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation. Dans le cadre d'un renouvellement dûment encadré par arrêté préfectoral, les fondations en place peuvent ne pas être excavées si elles sont réutilisées pour fixer les nouveaux aérogénérateurs.</li><li>- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.</li></ul> <p>II. - Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.</p> <p>Au 1er juillet 2022, au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, lorsque la totalité des fondations sont excavées, ou 85 % lorsque l'excavation des fondations fait l'objet d'une dérogation prévue par le I, doivent être réutilisés ou recyclés.</p> <p>Au 1er juillet 2022, au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés. Les aérogénérateurs dont le dossier d'autorisation complet est déposé après les dates suivantes ainsi que les aérogénérateurs mis en service après cette même date dans le cadre d'une modification notable, doivent avoir au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- après le 1er janvier 2024, 95 % de leur masse totale, tout ou partie des fondations incluses, réutilisable ou recyclable ;</li><li>- après le 1er janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable ;</li><li>- après le 1er janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.</li></ul>

[...]

### **Constats :**

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 18/09/2025 un planning simplifié des opérations de repowering. Il indique que le planning est respecté à ce jour. Le jour de la visite, les terres sont excavées sur l'emplacement des nouvelles éoliennes et le chantier en est aux étapes de coulage de béton.

Le démantèlement des anciennes éoliennes est prévu à partir de janvier 2026 pour une mise en service industrielle fin juillet 2026 ;

Lors de la visite, le coordinateur du chantier a indiqué que la majeure partie des matériaux et des terres sera réutilisée, recyclée ou réemployée.

### **Terres excavées:**

Le coordinateur indique que les terres ont été excavées et triées en 3 groupes pour être pratiquement toutes réutilisées :

- terres « amendées » : sur 30 cm de profondeur. Il s'agit de la terre de travail pour l'agriculture. Une quantité d'environ 600m<sup>3</sup> par éolienne est retirée.
- terres « végétales » ou « limon » : de 30 cm jusqu'à environ 2m50 de profondeur. Une quantité d'environ 500m<sup>3</sup> par éolienne est retirée.
- terres composées de craies avec cailloux ou craies compactes ; Il s'agit de la terre retirée pour les pieux, d'une quantité de 4m<sup>3</sup> par pieux environ. Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de 12 pieux au niveau de chacune des futures éoliennes E4 et E2.

L'inspection a pu visualiser que les terres excavées étaient stockées au pied de chaque éolienne. Elles seront réutilisées pour remblayer et remettre en état le terrain des éoliennes démantelées.

### **Anciennes fondations :**

L'exploitant indique que les anciennes fondations seront démolies et les matériaux triés (béton issu des massifs ou acier issu des armatures métalliques). Le béton sera concassé pour obtenir une granulométrie compatible avec la taille des matériaux utilisés couramment en génie civil.

L'entreprise mandatée aura la responsabilité du tri et assurera la valorisation de ces matériaux.

Le stockage de ces matériaux se fera au pied de chaque éolienne en attendant leur retrait.

L'exploitant ajoute que les aciers seront évacués rapidement en bennes. Les gravats béton seront stockés au sol et resteront de quelques jours à quelques semaines (au maximum 5 semaines s'il n'est procédé qu'à une seule évacuation une fois toutes les fondations démantelées).

### **Aérogénérateurs et poste de livraison (PDL) :**

Le coordinateur de chantier indique que :

- les 6 aérogénérateurs seront retirés et réemployés pour un marché en Italie.
- le PDL sera entièrement détruit et sera envoyé dans une filière de déchets adaptée.

### **Câblage :**

Le coordinateur de chantier indique que le parc actuel compte environ 5km de câbles enterrés.

Dans le dossier de porter-à-connaissance initial, tous les câbles devaient être retirés et changés. L'exploitant indique qu'après échanges avec la Commission de régulation de l'énergie (CRE) et la Direction générale de l'énergie et du climat, l'ensemble du réseau peut être conservé sous conditions. Des tests ont été réalisés et l'augmentation de puissance jugée faible (passage de 2MW à 2,2 MW par éolienne) permet de conserver le réseau existant dans une logique d'économie. Un contrôle de conformité permettant de prouver la remise en état des composants devra néanmoins être réalisé préalablement à la mise en service du parc.

**Observation de l'inspection :**

Le planning du chantier prévu par l'exploitant suit son cours. À ce stade du chantier, l'inspection n'a pas de remarque particulière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : disposition particulières relatives à l'autorisation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/10/2023, article 2.1.a

**Thème(s) :** Risques chroniques, protection de l'avifaune

**Prescription contrôlée :**

Les opérations de terrassement ou de raccordement ont lieu autant que possible dans la période allant du 1<sup>er</sup> août au 14 mars de l'année suivante.

Durant la période allant du 15 mars au 31 juillet, le démarrage des travaux de terrassement n'est autorisé qu'après justification auprès de l'inspection des installations classées, par un organisme ou une personne compétente dans le domaine de l'ornithologie, de l'absence d'impact pour l'avifaune et plus particulièrement, de l'absence de risque de perturbation sur des éventuelles nichées présentes à proximité des zones de chantier. La justification qui explicite la méthodologie mise en œuvre est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

**Dans tous les cas, un suivi ornithologique de chantier est réalisé préalablement au démarrage des travaux. Les travaux sont adaptés aux éventuels enjeux ornithologiques découverts à cette occasion, et un balisage des secteurs à préserver est mis en place.**

**Constats :**

Précédemment à la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 18/09/2025 un rapport de suivi environnemental avant travaux qui a été réalisé suite à une visite de site le 6 août 2025.

Il ressort des documents transmis « *qu'aucune des espèces d'oiseaux observées lors de cette sortie n'a eu de comportement pouvant indiquer un indice de nidification (en cette période, la nidification est terminée pour la majorité des espèces d'oiseaux, la moisson étant en partie terminée). En ce qui concerne la flore et les habitats naturels, aucune espèce patrimoniale ou exotique et envahissante n'a été observée* ».

L'inspection n'a pas de remarque particulière sur le sujet. Les travaux ont débuté le 29/09/2025, après la période de nidification qui interdit les travaux entre le 15 mars et le 31 juillet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : disposition particulières relatives à l'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/10/2023, article 2.1c
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, réalisation d'une étude géotechnique
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p><b>Une étude géotechnique est réalisée pour chacune des fondations des aérogénérateurs</b> afin de préciser la stabilité du sol, les caractéristiques du sous-sol, la présence ou non de cavités, la présence d'aquifère superficiel et de dimensionner les ancrages adaptés. Cette étude conduit, le cas échéant, à la mise en œuvre des actions nécessaires afin d'éviter les risques associés à ces éléments.</p> <p>Cette étude et les éléments documentaires faisant suite aux actions éventuellement mises en œuvre sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Précédemment à la visite, l'exploitant a transmis, par courriel du 19/09/2025 les rapports d'études géotechniques « phase avant projet » du 21/02/2025 et « phase projet » du 12 septembre 2025.</p> <p>Ces deux études s'inscrivent dans une phase d'étude géotechnique de « conception ». Selon les rapports transmis par l'exploitant, ces études permettent l'élaboration du projet des ouvrages géotechniques et réduit les conséquences des risques géotechniques importants identifiés.</p> <p>Sur les rapports, un certain nombre de sujétions d'exécution sont requises.</p> <p>Le coordinateur des travaux indique en effet que les études permettent de connaître la portance du terrain et sa géologie. En tenant également compte des exigences techniques du turbinier et des conclusions des études, <u>le dimensionnement du massif est défini.</u></p> <p>Dans le cas du renouvellement du parc d'Assigny, il a été établi par les études que la portance du terrain n'était pas suffisante pour accueillir les machines.</p> <p>Le coordinateur des travaux a indiqué que pour renforcer le sol et obtenir une bonne portance, des pieux ont été positionnés en dessous des massifs grâce à un forage puis la mise en place d'armatures métalliques dans le pieux.</p> <p>Le béton est ensuite coulé à la suite de ces étapes. L'inspection a pu visualiser ces étapes sur le terrain, au niveau des fondations de E2 et E4 (cf photos)</p> <p>Le coordinateur de travaux indique réaliser l'ensemble des sujétions d'exécution inscrites dans les rapports géotechniques en respectant l'ordre logique des travaux. Certaines sujétions concernent des étapes ultérieures du chantier.</p> <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis un certain nombre de fiches de suivi comportant l'avis du contrôleur technique pour la mission génie civil et qui vise toutes les notes de calculs.</p> <p>L'inspection n'émet pas de remarque particulière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 5 : disposition particulières relatives à l'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/10/2023, article 2.1.d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>La zone d'implantation des éoliennes, les aires de grutage, ainsi que les chemins d'accès à l'installation sont aménagés de façon à ne pas être à l'origine d'un ruissellement supplémentaire par rapport à l'état initial, de nature à entraîner ou à aggraver des problèmes d'inondation en aval.</b>  Les ouvrages de gestion des eaux pluviales éventuellement nécessaires visent prioritairement des techniques d'infiltration (noues, bassins d'infiltration) dimensionnées pour une période de retour centennale. En cas d'impossibilité de gestion par des organes d'infiltration adaptés, le dimensionnement des organes de gestion (bassins de rétention...) prend en considération un débit de fuite vers le milieu naturel de 2 litres/seconde/hectare de surface imperméabilisée, établi sur la base d'une pluie centennale.

## **Constats :**

Précédemment à la visite, l'exploitant a fourni dans un courriel du 19/09/2025 une étude hydrologique réalisée en février 2025.

L'étude indique que la surface imperméabilisée par le projet sera de 16 014m<sup>2</sup>.

Les conclusions de l'étude indiquent que « *Les zones d'implantation des éoliennes sont favorables à une infiltration à la parcelle des eaux de ruissellement* »

Mais aussi, que « *le projet d'aménagement générera davantage de volume ruisselé que sur site actuel [...] l'incidence du projet pour une pluie centennale est significative* »

L'exploitant indique qu'un certain nombres d'aménagements sont prévus afin de limiter le phénomène de ruissellement et d'érosion des sols sur le futur parc.

Il rappelle que seul 1 chemin d'accès temporaire a été créé pour le renouvellement du parc (accès à E6) et que les autres chemins d'accès ont été remis à niveau.

Les chemins d'accès de E1, E2 et E4 ont été élargis de 10 % de leur largeur actuelle.

### **Aménagements prévus pour le futur parc**

L'exploitant indique que l'implantation des éoliennes et chemins seront réalisés hors axe de ruissellement identifiés et qu'il va limiter les surfaces imperméabilisées.

Les aménagements existants seront conservés : fascines, bandes enherbées, fossés.

Les mesures de réduction seront les suivantes :

- ouvrages d'infiltration avec noues ou bassin enherbés pour stocker et infiltrer 100 % du volume centennal ;
- noues d'infiltration le long des chemins
- merlons enherbés
- bande enherbée (sur E2)
- surverse.

Par ailleurs, lors de la visite, l'inspection a pu visualiser un talweg qui passe le long de E5 et E6. L'exploitant indique qu'il est en mesure d'accueillir des eaux de pluie par phénomène de surverse au niveau de E6.

### **Aménagement pour la phase travaux**

L'exploitant a indiqué ne pas avoir créé d'aménagements hydrauliques spécifiques liés à la phase de travaux.

Lors de la visite l'inspection n'a pas constaté d'impact particulier dû à des éventuels phénomènes de ruissellement, mais n'a pas pu se rendre sur le chemin d'accès temporaire qui mène à E6 (entre E6 et la départementale RD 925) car une intervention était en cours sur ce chemin.

Néanmoins, le coordinateur du chantier a indiqué que le chemin d'accès temporaire à l'éolienne E6 nécessite un aménagement car le phénomène de ruissellement peut être significatif.

À la suite de la visite, le 04/12/2025, l'exploitant a transmis par mail à l'inspection une proposition d'aménagement pour éviter ce phénomène : une buse sera prévue sous la forme d'une tranchée avec gravats drainants pour permettre le fonctionnement normal de l'axe d'écoulement des eaux.

<p>Cette proposition a été transmise au Syndicat mixte du bassin versant de l'Yères qui se rendra sur les lieux semaine 51 pour donner son avis sur la proposition d'aménagement.</p> <p>L'exploitant précise que le terrain sera remis à son état initial en fin de chantier (prévu à l'été 2026), y compris l'axe d'écoulement et les bandes enherbées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournira sous 15 jours, l'avis du Syndicat mixte du bassin versant de l'Yères sur la proposition d'aménagement au niveau du chemin temporaire qui mène à E6.</p> <p>Il transmettra sous 1 mois des photos de l'aménagement mis en place.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>